



Société anonyme au capital de 2 610 434 245 €  
Siège social : 36-38, avenue Kléber – 75116 Paris  
403 210 032 RCS PARIS

# INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE AU 31 MARS 2014 <sup>1</sup>

(NON AUDITE)

## CONTEXTE

### *Transformation de l'organisation du Groupe et réduction des coûts*

La mise en œuvre de la réorganisation du Groupe, telle qu'annoncée le 8 juillet 2013, a conduit ce dernier à adapter, à compter de 2014, les données communiquées au titre de l'information sectorielle pour refléter les performances du Groupe telles que revues par le principal décisionnaire opérationnel, à savoir :

- France,
- Europe hors France,
- Reste du monde,
- Business mondiaux,
- Dalkia,
- Autres.

Jusqu'au closing de l'opération de restructuration actionnariale de Dalkia, qui devrait intervenir d'ici la fin de l'année 2014 sous réserve de l'accord des autorités de la concurrence, les contributions de cette activité sur les indicateurs du Groupe seront présentées sur une ligne distincte.

Les plans de réduction de coûts du Groupe ont permis de générer 54 millions d'euros d'économies nettes cumulées au 31 mars 2014 en capacité d'autofinancement opérationnelle.

### *Evolution de la gouvernance*

#### **Renouvellement du mandat du Président directeur général lors de l'Assemblée Générale de Veolia le 24 avril 2014**

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Veolia, réunie à la Maison de la Mutualité, le jeudi 24 avril 2014, sous la présidence de M. Antoine Frérot, Président-directeur général de la Société, a approuvé l'ensemble des résolutions qui lui étaient soumises.

L'Assemblée a notamment :

- renouvelé les mandats d'administrateur de M. Antoine Frérot, M. Daniel Bouton et Qatari Diar Real Estate Investment Company, représenté par M. Khaled Al Sayed pour une durée de quatre ans à échéance de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;

<sup>1</sup> Ce document est établi en application de l'article L.451-1-2, IV du Code monétaire et financier (directive européenne Transparence).

- 
- approuvé l'option pour le paiement du dividende 2013 de 0,70 euro en actions ou en numéraire. Les actionnaires pourront opter<sup>2</sup> pour le paiement en actions entre le 30 avril et le 16 mai 2014 inclus en adressant leur demande auprès de leur intermédiaire financier. Le prix d'émission des actions nouvelles au titre de l'exercice de l'option du paiement en actions a été fixé à 13,01 euros. Pour les actions cotées sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le dividende sera détaché de l'action le 30 avril 2014<sup>3</sup> et sera mis en paiement en espèces ou en actions à compter du 28 mai 2014<sup>4</sup> ;
  - émis un avis favorable sur les éléments de la rémunération, due ou attribuée au titre de l'exercice 2013 et la politique de rémunération 2014 concernant M. Antoine Frérot, Président-directeur général de la Société ;
  - approuvé la modification des statuts à l'effet d'y introduire les modalités de désignation du ou des administrateur(s) représentant les salariés au sein du conseil d'administration, conformément aux dispositions de la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi ;
  - approuvé les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2013.

Par ailleurs, le conseil d'administration, réuni ce même jour, a renouvelé le mandat de Président-directeur général de M. Antoine Frérot.

A l'issue de cette Assemblée Générale Mixte, le conseil d'administration de Veolia se compose de quatorze administrateurs et d'un censeur :

- M. Antoine Frérot, Président-directeur général ;
- M. Louis Schweitzer, Vice-Président et administrateur référent ;
- M. Jacques Aschenbroich ;
- Mme Maryse Aulagnon ;
- M. Daniel Bouton ;
- Caisse des dépôts et consignations, représentée par Olivier Mareuse ;
- M. Pierre-André de Chalendar ;
- Groupama SA, représentée par M. Georges Ralli ;
- Mme Marion Guillou ;
- M. Serge Michel ;
- M. Baudouin Prot ;
- Qatari Diar Real Estate Investment Company, représentée par M. Khaled Mohamed Ebrahim Al Sayed ;
- Mme Nathalie Rachou ;
- M. Paolo Scaroni ;
- M. Paul-Louis Girardot, censeur.

Les quatre comités du conseil d'administration sont composés comme suit :

- Comité des comptes et de l'audit : MM. Daniel Bouton (président), Jacques Aschenbroich, Mme Nathalie Rachou et un administrateur salarié (à désigner ultérieurement).
- Comité des nominations : MM. Louis Schweitzer (président), Pierre-André de Chalendar, Serge Michel et Mme Maryse Aulagnon.
- Comité des rémunérations : MM. Louis Schweitzer (président), Daniel Bouton, Serge Michel et un administrateur salarié (à désigner ultérieurement).
- Comité recherche, innovation et développement durable : MM. Jacques Aschenbroich (président), Pierre-André de Chalendar, Paul-Louis Girardot et Mme Marion Guillou.

A compter du 24 avril 2014, la marque de Veolia Environnement devient Veolia.

---

<sup>2</sup> Cette option peut être soumise à des restrictions légales pour les actionnaires non-résidents français. Ces actionnaires sont tenus de s'informer des conditions applicables en vertu du droit et des règles du pays de leur résidence.

<sup>3</sup> Les titulaires d'ADR peuvent être soumis à des conditions différentes d'option et de paiement et devraient consulter le dépositaire pour recevoir des compléments d'information.

<sup>4</sup> Les modalités pratiques de l'option de paiement du dividende en actions ou en numéraire seront communiquées par les intermédiaires financiers aux actionnaires de Veolia Environnement. Des informations sur ces modalités sont consultables sur le site [www.finance.veolia.com](http://www.finance.veolia.com).

## A - MARCHÉ DES AFFAIRES AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE 2014

### ▪ *Revue des Opérations :*

Au cours du premier trimestre 2014, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en léger recul de -1,2% en courant (-1,7 % à périmètre et change constants) à 5 688,4 millions d'euros au 31 mars 2014 comparé à 5 756,6 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité.

Retraité de la contribution de Dalkia en France, le chiffre d'affaires serait en progression de +3,8% en courant et +3,1% à périmètre et change constants.

Il bénéficie :

- en France, d'une activité stable dans l'Eau et dans la Propreté,
- en Europe hors France (+4,3% à périmètre et change constants), d'une bonne dynamique au Royaume-Uni dans la Propreté et dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale dans l'Eau,
- dans le Reste du monde, d'une croissance organique à deux chiffres (+11,2% à périmètre et change constants) grâce à la bonne performance des Services à l'Energie aux Etats-Unis, à la hausse des volumes enfouis et la progression des services industriels dans la Propreté en Australie. Le segment bénéficie en outre de l'intégration des activités d'Eau et de Propreté de Proactiva Medio Ambiente en Amérique Latine.
- au sein des activités mondiales, d'une stabilité (-0,7% à périmètre et change constants), avec une croissance des activités Déchets spéciaux et de la Sade absorbée par la baisse programmée dans l'ingénierie (VWS) avec la finalisation de la construction de l'incinérateur de boues à Hong Kong, avant le démarrage des nouveaux contrats signés.

En revanche, le chiffre d'affaires de Dalkia France ressort en très forte baisse (-20,5 % à périmètre constant) du fait d'un effet climat très défavorable avec un hiver exceptionnellement doux ainsi que la poursuite de l'arrêt progressif des cogénérations gaz.

Au 31 mars 2014, la capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 546,7 millions d'euros contre 541,5 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité, soit une augmentation de +0,9% en courant et de +2,3% à change constant. Retraité de la contribution de Dalkia en France, la progression de la capacité d'autofinancement opérationnelle serait de +7,9% en courant et de +9,6% à change constant.

Cette croissance est liée à la très bonne performance de l'activité Propreté notamment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Chine et dans les déchets spéciaux.

Elle bénéficie également du redressement de l'Allemagne dans la Propreté, de la croissance soutenue des activités TNAI aux Etats-Unis (du fait de conditions climatiques plus rigoureuses) et de l'effet de la consolidation à 100% de Proactiva Medio Ambiente en Amérique Latine.

Enfin la capacité d'autofinancement opérationnelle intègre la contribution des plans de réduction des coûts à hauteur de 54 millions d'euros nets cumulés.

Le résultat opérationnel récurrent<sup>5</sup> s'élève à 376,3 millions d'euros et est en recul de -7,3% en courant par rapport au 31 mars 2013 retraité et -6,5% à change constant. Cette diminution est due :

- au retrait de la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées qui s'élève à 81,3 millions d'euros, en baisse de -28,9% en courant (elle s'élevait à 114,2 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité), principalement liée à la baisse de la quote-part de résultat net de la co-entreprise Dalkia International, résultant d'un climat très défavorable, en particulier en Europe Centrale ;
- ainsi que l'impact net des reprises de provision retraite des hauts cadres dirigeants chez VE S.A. pour un montant de -32 millions d'euros suite à la fermeture du régime de retraite à prestations définies.

<sup>5</sup> Après quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence

## ▪ **Faits marquants**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le Groupe a enregistré de nouveaux succès commerciaux. En effet :

- Le 14 janvier 2014, Le Grand Lyon (France) a annoncé l'attribution à Veolia Eau du contrat de gestion de production et de distribution d'eau potable dans 54 communes pour une durée de 8 ans. Ce contrat, qui prendra effet au 3 février 2015, représente un chiffre d'affaires cumulé estimé à 660 millions d'euros (normes françaises) ainsi que 55 millions d'euros d'investissements ;
- Le 29 janvier 2014, le Ministère des municipalités et des travaux publics iraquien a annoncé avoir choisi Veolia en partenariat avec le conglomérat japonais Hitachi et la société de génie civil égyptienne ArabCo, pour construire et exploiter pendant 5 ans une installation de dessalement à Bassorah, en Irak. Ce contrat représente pour Veolia un chiffre d'affaires cumulé estimé à 115 millions de dollars ;
- Le 3 février 2014, le Groupe pharmaceutique suisse Novartis a annoncé avoir renouvelé sa confiance à Veolia, en lui confiant à nouveau la gestion des utilités des sites de production de Bâle (Suisse), siège historique du Groupe, mais également la gestion des services techniques et des services aux occupants de quinze de ses plus importants sites en Europe de l'Ouest. Ces contrats représentent pour Veolia un chiffre d'affaires cumulé estimé à 925 millions d'euros sur cinq ans ;
- Le 20 février 2014, la municipalité de Buenos Aires - Argentine a annoncé avoir confié la gestion de ses services de propreté à Proactiva Medio Ambiente, filiale de Veolia en charge de ses activités en Amérique Latine. Ce contrat, d'une durée de dix ans, représente pour Veolia un chiffre d'affaires cumulé estimé à 500 millions d'euros ;
- Le 26 mars 2014, la commune de Las Condes, dans l'agglomération de Santiago du Chili, a annoncé avoir renouvelé sa confiance à Proactiva Medio Ambiente, filiale en Amérique Latine de Veolia, pour la collecte de ses déchets ménagers solides. Ce nouveau contrat, d'une durée de 8 ans avec une extension de 2 années supplémentaires, représente un chiffre d'affaires cumulé estimé à 40 millions d'euros.

### **Restructuration actionnariale de l'activité Services à l'Energie**

Le 25 mars 2014, EDF et Veolia ont annoncé la finalisation des discussions initiées en octobre 2013 au sujet de leur filiale commune Dalkia, acteur mondial majeur dans le domaine des services énergétiques. L'accord signé s'inscrit dans le respect des principes annoncés le 28 octobre 2013.

En conséquence, au 31 mars 2014, et à l'identique des comptes annuels 2013, cette opération se traduit de la manière suivante dans les comptes consolidés du Groupe :

- o Reclassement des actifs et passifs de Dalkia en France en « actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente » dans l'état de la situation financière consolidée, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 ;
- o Valorisation des actifs et passifs de Dalkia France à la valeur la plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur, nette des coûts nécessaires à la réalisation de la vente, sans impact sur les comptes consolidés du Groupe au 31 mars 2014.

Par ailleurs, jusqu'à la date de réalisation de l'opération, la participation du Groupe dans la co-entreprise Dalkia International reste comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

A l'issue de l'opération, les activités de Dalkia à l'international seront détenues exclusivement par le Groupe et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

L'opération mettra également un terme au contentieux qui oppose aujourd'hui EDF et Veolia devant le Tribunal de Commerce de Paris.

### **Transdev Group et SNCM**

#### **Rappel de la présentation financière au 31 décembre 2013 dans les comptes consolidés de Veolia**

En 2013, les difficultés de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) n'ont pas permis le désengagement de Veolia de Transdev Group. En conséquence, pour la publication des états financiers 2013, le Groupe a modifié la présentation comptable de sa participation dans Transdev Group, en la reclassant d'actifs classés comme détenus en vue de la vente (dans le cadre d'une activité non-poursuivie) à Participation dans des co-entreprises (activités poursuivies) comptabilisée par mise en équivalence. Eu égard à la volonté réaffirmée du Groupe de poursuivre son désengagement des activités Transport, la participation du Groupe dans Transdev Group ne se situe pas dans le prolongement des activités du Groupe au sens de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables du 4 avril 2013.

---

La SNCM, quant à elle, reste comptabilisée indirectement par mise en équivalence via la comptabilisation de la co-entreprise Transdev Group. Dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, le Groupe a apprécié son exposition nette dans l'entité SNCM résultant de sa détention indirecte.

En raison des contentieux existants, le Groupe considère que la meilleure traduction comptable de son exposition au titre de sa détention indirecte dans la SNCM est de reconnaître les montants qui devraient être décaissés dans le scénario le plus probable, à savoir, une procédure collective appropriée avec plan de cession associé à une transaction :

- dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, la valeur d'équivalence de Transdev Group, reflète la juste appréciation de l'exposition du Groupe au titre de sa détention indirecte dans la SNCM ;
- la créance de Veolia vis-à-vis de la SNCM, d'un montant de 14 millions d'euros, a été intégralement provisionnée dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Dans ce scénario, les remboursements demandés par la Commission européenne (440 millions d'euros au total hors intérêts) ne seraient pas effectués. Si ce scénario ne devait pas prévaloir, la Société procéderait à une nouvelle appréciation des impacts financiers.

S'agissant de Transdev Group (hors SNCM), le Groupe a procédé à une appréciation de sa valeur d'utilité dont les résultats ont confirmé la valeur comptable.

#### Evènements survenus au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

L'Etat est devenu actionnaire direct de la SNCM le 23 janvier 2014 et lui a consenti deux avances successives pour un montant total de 20 millions d'euros. L'Etat actionnaire participe ainsi directement au financement de l'activité de la SNCM et à la définition de sa stratégie industrielle.

L'Etat, comme les organisations syndicales de la SNCM, sont en désaccord avec les représentants de Transdev sur la viabilité du Plan Long Terme et par conséquent sur la continuité de la SNCM. Dans un courrier du 28 janvier 2014 à destination du ministre délégué chargé des transports, Transdev s'est dit prête à céder sa participation et à abandonner ses créances sur la SNCM.

Malgré l'opposition des représentants de Transdev, le conseil de surveillance de la SNCM a validé des décisions visant à engager de nouveaux investissements industriels (construction de 4 navires). Ces derniers seraient effectués sous réserve de l'obtention d'un financement déconsolidant, pour la recherche duquel la Caisse des dépôts et consignation et la Banque publique d'investissement ont été commanditées.

Le Ministère délégué chargé des Transports a affirmé par courrier sa volonté de trouver, d'ici la fin de l'année, un actionariat industriel portant le redressement de la SNCM sur les bases de son Plan Long Terme. Le conglomerat norvégien Siem Industries a approché Transdev en tant que repreneur potentiel de la SNCM, sous réserve qu'une garantie relative aux 440 millions d'euros (hors intérêts moratoires) d'aides d'Etat devant être remboursés par la SNCM lui soit accordée. Transdev a saisi l'Etat de cette demande.

Le conseil de surveillance du 14 avril 2014 a refusé la convocation de l'assemblée générale souhaitée par Transdev afin d'examiner la révocation de M. Gérard Couturier de son mandat de membre du conseil de surveillance et la nomination d'un nouveau président pour le remplacer. Le prochain conseil de surveillance doit avoir lieu le 12 mai 2014. A l'ordre du jour figurent notamment la désignation des membres du directoire de la SNCM dont le mandat expire au 31 mai 2014, la présentation du schéma de financement des navires proposé par la CDC ainsi que l'établissement d'un rapport relatif aux comptes de l'exercice 2013 arrêtés par le directoire.

Le scénario raisonnable consiste toujours pour Veolia Environnement à refuser tout financement complémentaire et à accompagner toute solution de discontinuité dans le cadre d'une procédure collective appropriée. Dans ce schéma, il apparaît qu'à la date du 31 mars 2014 le résultat net ne serait pas affecté au-delà de l'impact déjà comptabilisé dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2013.

#### **Concordato preventivo di Gruppo**

Suite à l'homologation du « Concordato preventivo di gruppo » (CPG) le 17 juillet 2013 par le tribunal civil de la Spezia, le Groupe avait déconsolidé la quasi-totalité de son activité Propreté en Italie en 2013.

Le 9 janvier 2014, la Cour d'Appel de Gênes infirme le jugement du tribunal de la Spezia concernant l'homologation du Concordato preventivo di gruppo. Le 4 mars 2014, le groupe VSAT s'est pourvu en cassation. Le 21 mars 2014, le juge des référés de la cour d'appel de Gênes a rejeté la demande de suspension de la décision du 9 janvier 2014, présentée par VSAT.

Désormais, le scénario probable est l'ouverture à brève échéance d'une procédure de liquidation judiciaire (*fallimento*) pour TEC et les sociétés du groupe VSAT. Ce scénario n'engendre pas d'impacts financiers significativement différents de ceux comptabilisés dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

---

## ▪ ***Événements significatifs depuis le 1er avril 2014***

### **Rachat de la participation de l'IFC dans Veolia Voda**

Un accord prévoyant le rachat par VE-CGE de la participation du minoritaire International Finance Corporation (IFC) dans Veolia Voda (soit 9,52% du capital de Veolia Voda) a été signé le 18 avril 2014 pour un prix de 90,9 millions d'euros. Le pourcentage de détention du Groupe dans Veolia Voda s'établit à 91,64% après opération.

## ▪ ***Acquisitions, partenariats et cessions significatives***

### **Acquisitions :**

Le 30 janvier 2014, TNAI a acquis 51% de Kendall Green Energy Holding LLC et de sa filiale détenue à 100%, Kendall Green Energy LLC (usine de Cogénération dans la région de Boston, de Cambridge et pour l'hôpital du Massachusetts). Cette opération s'est réalisée au prix de 19 millions d'euros.

Le Groupe dispose d'une option d'achat sur les titres détenus par le co-partenaire et a octroyé simultanément au co-partenaire une option de vente exerçable dans les mêmes conditions qui a été comptabilisée en dette.

### **Cessions :**

Les cessions industrielles et financières (y compris augmentations de capital souscrites au titre des participations ne donnant pas le contrôle et transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle) s'élèvent à 12 millions d'euros au 31 mars 2014 et n'appellent pas de commentaires particuliers mis à part la cession des activités Delfluent réalisée sur le premier trimestre 2014 pour un prix de cession total de 7,9 millions d'euros. Pour mémoire, les cessions s'élevaient à 18 millions d'euros au 31 mars 2013.

## B. INFORMATIONS FINANCIÈRES AU 31 MARS 2014<sup>6</sup>

VEOLIA

### Activité

Information sectorielle primaire :

Chiffre d'affaires (M€)						
	Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité	Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
<b>France</b>	<b>1 370,3</b>	1 366,0	0,3%	0,3%	-	-
<b>Europe hors France</b>	<b>1 218,1</b>	1 170,6	4,0%	4,3%	-0,3%	0,0%
<b>Reste du monde</b>	<b>1 106,1</b>	941,3	17,5%	11,2%	14,9%	-8,6%
<b>Business Mondiaux</b>	<b>955,5</b>	985,7	-3,0%	-0,7%	-0,5%	-1,8%
<b>Dalkia</b>	<b>934,3</b>	1 178,6	-20,7%	-20,5%	-0,2%	-
<b>Autres</b>	<b>104,1</b>	114,4	-9,1%	-9,6%	-	0,5%
<b>Groupe</b>	<b>5 688,4</b>	<b>5 756,6</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>2,2%</b>	<b>-1,7%</b>

Au cours du premier trimestre 2014, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en léger recul de -1,2% en courant (-1,7 % à périmètre et change constants) à 5 688,4 millions d'euros au 31 mars 2014 comparé à 5 756,6 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité.

Retraité de la contribution de Dalkia en France, le chiffre d'affaires serait en progression de +3,8% en courant et +3,1% à périmètre et change constants.

Il bénéficie :

- en France, d'une activité stable dans l'Eau et dans la Propreté,
- en Europe hors France (+4,3% à périmètre et change constants), d'une bonne dynamique au Royaume-Uni dans la Propreté et dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale dans l'Eau,
- dans le Reste du monde, d'une croissance organique à deux chiffres (+11,2% à périmètre et change constants) grâce à la bonne performance des Services à l'Energie aux Etats-Unis, à la hausse des volumes enfouis et la progression des services industriels dans la Propreté en Australie. Le segment bénéficie en outre de l'intégration des activités d'Eau et de Propreté de Proactiva Medio Ambiente en Amérique Latine.
- au sein des activités mondiales, d'une stabilité (-0,7% à périmètre et change constants), avec une croissance des activités Déchets spéciaux et de la Sade absorbée par la baisse programmée dans l'ingénierie (VWS) avec la fin de la construction de l'usine de Hong Kong, avant le démarrage des nouveaux contrats signés.

En revanche, le chiffre d'affaires de Dalkia France ressort en très forte baisse (-20,5 % à périmètre constant) du fait d'un effet climat très défavorable avec un hiver exceptionnellement doux ainsi que la poursuite de l'arrêt progressif des cogénérations gaz.

<sup>6</sup> L'intégralité des retraitements réalisés sur les comptes à fin mars 2013 est rappelée en annexe au rapport d'activité trimestriel

Information sectorielle secondaire :

Chiffre d'affaires (M€)						
	Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité	Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
<b>Eau</b>	<b>2 491,7</b>	2 493,5	-0,1%	0,9%	1,2%	-2,2%
<b>Propreté</b>	<b>2 024,2</b>	1 932,4	4,8%	3,3%	3,4%	-1,9%
<b>Services à l'Energie</b>	<b>1 116,1</b>	1 267,5	-11,9%	-14,2%	2,8%	-0,5%
<b>Autres</b>	<b>56,4</b>	63,2	-10,8%	-10,7%	0,0%	-0,1%
<b>Groupe</b>	<b>5 688,4</b>	<b>5 756,6</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>2,2%</b>	<b>-1,7%</b>

L'effet périmètre du chiffre d'affaires au 31 mars 2014 est positif à hauteur de 129,7 millions d'euros, dont 115,2 millions d'euros liés à la prise de contrôle de Proactiva Medio Ambiente fin novembre 2013. Proactiva Medio Ambiente est, depuis cette date, consolidé globalement dans les comptes du Groupe.

L'effet de change de -97,7 millions d'euros reflète essentiellement la dépréciation par rapport à l'euro, du dollar australien pour -43 millions d'euros, du dollar américain pour -18,3 millions d'euros, du yen japonais pour -13,9 millions d'euros, et de la couronne Tchèque pour -10,6 millions d'euros. La livre sterling elle, s'apprécie par rapport à l'euro pour 13,6 millions d'euros.

Par activité :

- le chiffre d'affaires de l'Eau reste relativement stable en courant et ressort en hausse de 0,9% à périmètre et change constants. Le chiffre d'affaires des Activités d'Exploitation est en progression de 2,6% à périmètre et change constants avec notamment une progression significative en Europe sous l'effet favorable des hausses tarifaires (République Tchèque, Slovaquie, Roumanie). Les activités Technologies et Réseaux sont en retrait de -2,6% à périmètre et change constants, en lien avec la finalisation de la construction de l'incinérateur de boues à Hong Kong, avant le démarrage des nouveaux contrats signés,
- les bonnes performances de la Propreté permettent un retour à une dynamique favorable (+3,3% à périmètre et change constants) avec un effet volume positif de 2,8% (notamment en France sur la collecte municipale et l'incinération, au Royaume-Uni avec la progression des contrats intégrés et en Australie dans l'enfouissement et les services industriels),
- le chiffre d'affaires des Services à l'Energie est en baisse (-14,2% à périmètre et change constants), pénalisé par l'impact défavorable de l'effet climat chez Dalkia en France.

## Résultats

Au 31 mars 2014, la capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 546,7 millions d'euros contre 541,5 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité, soit une augmentation de +0,9% en courant et de +2,3% à change constant. Retraitée de la contribution de Dalkia en France, la progression de la capacité d'autofinancement opérationnelle serait de +7,9% en courant et de +9,6% à change constant.

Cette croissance est liée à la très bonne performance de l'activité Propreté notamment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Chine et dans les déchets spéciaux.

Elle bénéficie également du redressement de l'Allemagne dans la Propreté, de la croissance soutenue des activités TNAI aux Etats-Unis (du fait de conditions climatiques plus rigoureuses) et de l'effet de la consolidation à 100% de Proactiva Medio Ambiente en Amérique Latine.

Enfin la capacité d'autofinancement opérationnelle intègre la contribution des plans de réduction des coûts à hauteur de 54 millions d'euros nets cumulés.

Le résultat opérationnel récurrent<sup>7</sup> s'élève à 376,3 millions d'euros et est en recul de -7,3% en courant par rapport au 31 mars 2013 retraité et -6,5% à change constant. Cette diminution est due :

- au retrait de la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées qui s'élève à 81,3 millions d'euros, en baisse de -28,9% en courant (elle s'élevait à 114,2 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité), principalement liée à la baisse de la quote-part de résultat net de la co-entreprise Dalkia International, résultant d'un climat très défavorable, en particulier en Europe Centrale ;
- ainsi que l'impact net des reprises de provision retraite des hauts cadres dirigeants chez VE S.A. pour un montant de -32 millions d'euros suite à la fermeture du régime de retraite à prestations définies.

Le free cash flow<sup>8</sup> est négatif et s'établit à -407 millions d'euros (contre 594 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité), en raison principalement de la dégradation du besoin en fond de roulement opérationnel lié à la saisonnalité (-675 millions d'euros au 31 mars 2013 versus -615 millions d'euros au 31 mars 2014).

Pour mémoire le free cash flow au 31 mars 2013 avait bénéficié de l'émission de titres super subordonnés à durée indéterminée en euros et en livres sterling pour un montant de 1 470 millions d'euros.

Retraité de l'émission de titres super subordonnés du premier trimestre 2013, le free cash flow aurait été de -876 millions d'euros contre -407 millions au 31 mars 2014.

Les investissements bruts sont maîtrisés et s'établissent à 298 millions d'euros (contre 335 millions d'euros au 31 mars 2013 retraité).

Au global, l'endettement financier net<sup>9</sup> s'établit à 8,6 milliards d'euros contre 8,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013 retraité.

L'Endettement financier net ajusté<sup>10</sup> au 31 mars 2014 s'élève à 5,9 milliards d'euros contre 5,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013 retraité.

Pour l'exercice 2014<sup>11</sup>, au regard du bon déroulement du plan de transformation, Veolia confirme les objectifs de l'année à savoir :

- une croissance de son chiffre d'affaires ;
- une croissance de l'ordre de 10 % de sa capacité d'autofinancement opérationnelle ;
- une croissance significative de son résultat opérationnel récurrent ;
- une baisse des frais financiers ;
- une croissance significative de son résultat net récurrent part du Groupe ;
- il sera proposé de verser un dividende de 0,70 euro par action au titre de l'exercice 2014.

À partir de 2015, le Groupe vise, dans une conjoncture économique moyenne :

- une croissance organique de son chiffre d'affaires de plus de 3 % par an ;
- une croissance de sa capacité d'autofinancement opérationnelle de plus de 5 % par an ;
- un leverage ratio Endettement Financier Net ajusté/(Capacité d'autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels) de l'ordre de 3x, à +/-5 % ;
- un taux de distribution en ligne avec la moyenne historique ;
- des réductions de coûts de 750 millions d'euros d'impact net cumulé dont, en raison du traitement comptable des coentreprises, 80 % en résultat opérationnel récurrent.

<sup>7</sup> Après quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence

<sup>8</sup> Définition du Free cash flow : Le free cash flow correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions (iv) variation des créances et autres actifs financiers, (v) intérêts financiers nets versés et (vi) impôts versés.

<sup>9</sup> Définition de l'Endettement financier net : Dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette.

<sup>10</sup> Les financements internes consentis aux co-entreprises ne sont plus éliminés suite à l'application des nouvelles normes IFRS 10 et 11, et ne sont donc pas déduits de l'Endettement financier net. Le Groupe utilise en complément de l'Endettement financier net, la notion d'Endettement financier net Ajusté qui prendra en compte les prêts consentis aux co-entreprises.

<sup>11</sup> A change constant

## ANALYSE PAR SEGMENT

### France

Chiffre d'affaires (M€)					
Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité	Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
1 370,3	1 366,0	0,3%	0,3%	-	-

Le chiffre d'affaires de la France est en légère progression de +0,3% (en courant et à périmètre constant).

- Pour les activités d'Eau, la stabilité reflète la progression favorable des indexations tarifaires compensée par la baisse des volumes vendus de -0,7% sur le premier trimestre 2014 et un contexte commercial difficile.
- Pour les activités Propreté, le chiffre d'affaires progresse +0,9% (en courant et à périmètre constant) sous l'effet notamment de l'augmentation des volumes de collecte municipale et d'incinération. Cette progression est atténuée en grande partie par le retrait des prix des métaux recyclés.

Au 31 mars 2014, la capacité d'autofinancement opérationnelle est stable dans l'Eau en France, malgré l'effet des renégociations contractuelles défavorables. Pour les activités Propreté, la capacité d'autofinancement opérationnelle est pénalisée par l'évolution des prix métaux recyclés.

Le résultat opérationnel récurrent est en légère diminution par rapport au 31 mars 2013, en lien avec la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle.

### Europe hors France

Chiffre d'affaires (M€)					
Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité	Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
1 218,1	1 170,6	4,0%	4,3%	-0,3%	0,0%

Le chiffre d'affaires en Europe hors France est en progression de +4,0% en courant (+4,3% à périmètre et change constants). Cette variation est essentiellement liée à une croissance soutenue du chiffre d'affaires :

- au Royaume Uni ; avec un chiffre d'affaires en augmentation de +10,4% en courant (+7,4% à périmètre et change constants) du fait de la progression des contrats intégrés dans la Propreté ;
- en Allemagne ; avec un chiffre d'affaires en progression de +2,0% en courant (et à périmètre constant) grâce à l'impact positif des effets prix électricité sur le contrat de Braunschweig ;
- dans les pays d'Europe Centrale et Orientale en lien avec les hausses tarifaires dans les activités Eau.

La capacité d'autofinancement opérationnelle est stable au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Elle bénéficie de la bonne dynamique des activités Propreté au Royaume-Uni, compensée par des effets volumes et climat défavorables sur le premier trimestre 2014 en Allemagne sur le contrat de Braunschweig.

Le résultat opérationnel récurrent de l'Europe est en progression, en particulier au Royaume-Uni et au Bénélux en raison de la réalisation de la cession financière des activités Delfluent sur le premier trimestre 2014.

## Reste du monde

Chiffre d'affaires (M€)					
Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité	Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
1 106,1	941,3	17,5%	11,2%	14,9%	-8,6%

Le chiffre d'affaires du segment Reste du monde est en progression de +17,5% en courant (+11,2% à périmètre et change constants).

Cette variation provient essentiellement d'une croissance soutenue du chiffre d'affaires:

- aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires est en progression de +17,3% en courant (+14,8% à périmètre et change constants) notamment en raison de l'augmentation du chiffre d'affaires sur l'activité TNAI (impact des conditions climatiques rigoureuses, des nouveaux projets et de la hausse des prix du fuel et du gaz).
- en Australie, le chiffre d'affaires est en progression de +13,8% à périmètre et change constants (-3,0% en courant), en raison principalement de la progression des volumes enfouis ainsi que des activités services industriels.

La capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel récurrent connaissent une croissance soutenue au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Cette progression concerne essentiellement les activités de TNAI aux Etats-Unis, et Proactiva Medio Ambiente consolidé en intégration globale depuis le 28 novembre 2013.

## Business Mondiaux

Chiffre d'affaires (M€)					
Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité	Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
955,5	985,7	-3,0%	-0,7%	-0,5%	-1,8%

Le chiffre d'affaires des Business Mondiaux est en recul de -3,0% en courant (-0,7% à périmètre et change constants).

- La progression du chiffre d'affaires chez SARPI (+9,6% à périmètre et change constants et +13,7% en courant) est liée à l'augmentation des volumes de déchets spéciaux traités (activité de traitement des huiles et de dépollution des sols notamment).
- Cette progression est compensée par le retrait du chiffre d'affaires de VWS (-13,1% en courant, -7,8% à périmètre et change constants) lié à la finalisation de la construction de l'incinérateur de boues à Hong Kong, avant le démarrage des nouveaux contrats signés.

La capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel récurrent sont en progression au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013 en lien principalement avec la progression des volumes de déchets spéciaux traités.

## Dalkia

Chiffre d'affaires (M€)					
Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité	Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
934,3	1 178,6	-20,7%	-20,5%	-0,2%	-

Le chiffre d'affaires de Dalkia France est en forte diminution sur la période : -20,7% en courant (-20,5% à périmètre et change constants). Cette variation s'explique principalement par un effet climat largement défavorable et par l'impact de l'arrêt programmé en France des Cogénérations gaz.

La capacité d'autofinancement opérationnelle ainsi que le résultat opérationnel récurrent de Dalkia France sont significativement en retrait par rapport au 31 mars 2013. Cette diminution, principalement liée à un effet climat défavorable, résulte également des impacts de l'arrêt programmé en France des Cogénérations gaz. Le résultat opérationnel récurrent est également significativement impacté par le climat très défavorable en Europe Centrale chez Dalkia International.

## Autres

Chiffre d'affaires (M€)		Variation 2014/2013	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
Au 31 mars 2014	Au 31 mars 2013 retraité				
104,1	114,4	-9,1%	-9,6%	-	0,5%

Le chiffre d'affaires du segment Autres n'appelle pas de commentaires particuliers.

La capacité d'autofinancement opérationnelle est en légère progression sur le premier trimestre 2014, en lien avec les réductions de coûts suite au regroupement des sièges corporate intervenu depuis juillet 2013. Le résultat opérationnel récurrent est en recul, en raison principalement de l'impact net des reprises de provision retraite des hauts cadres dirigeants chez VE S.A. pour un montant de -32 millions d'euros suite à la fermeture du régime de retraite à prestations définies.

## C. INFORMATIONS FINANCIÈRES *PRO-FORMA*

### Données *pro-forma* en lien avec la restructuration actionnariale des Services à l'Énergie

Ces données incluent la contribution sur 3 mois de Dalkia International à 100% et sont hors Dalkia en France ; elles n'incluent ni les éventuels retraitements sur les refacturations internes entre les différents ensembles, ni les effets des synergies nettes :

	Au 31 mars 2014 <i>pro-forma</i>	Au 31 mars 2013 <i>pro-forma</i>	Variation (en%)	Variation à change constant (%)
<b>Produit des activités ordinaires</b>	6 028,9	6 087,1	-1,0%	+1,0%
<b>CAFOP</b>	674,6	697,1	-3,2%	-1,5%
<b>Investissements industriels</b>	-290,1	-325,2	-10,8%	N/A

La capacité d'autofinancement opérationnelle est en retrait par rapport au 31 mars 2013. Cette diminution est principalement liée à un effet climat défavorable (l'hiver 2014 en Europe a été exceptionnellement doux par rapport à un hiver rigoureux en 2013.)

## Annexe au rapport d'activité trimestriel :

### Réconciliation des données publiées en 2013 avec les données retraitées 2013

En M€	31 mars 2013 Publié	Retraitement IFRS 5 <sup>(*)</sup>	31 mars 2013 retraité
Chiffre d'affaires	5 756,6	-	5 756,6
Capacité d'autofinancement opérationnelle	541,5	-	541,5
Résultat opérationnel <sup>(**)</sup>	403,4	+1,2	404,6
Résultat opérationnel récurrent <sup>(***)</sup>	404,9	+1,2	406,1
Cash Flow libre	594	-	594
Endettement financier net	10 106	-	10 106
Prêts consentis aux co- entreprises	3 304	-	3 304
Endettement financier net Ajusté	6 802	-	6 802

(\*) : Reclassement de l'entreprise associée Eaux de Berlin cédée en décembre 2013 en activités non poursuivies

(\*\*) : Après quote-part de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées.

(\*\*\*) : Après quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

#### Avertissement important

Veolia est une société cotée au NYSE et à Euronext Paris et le présent communiqué de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les incertitudes liées à la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie, dont la réalisation du programme de cessions et la réduction effective de ses coûts ; les risques liés au développement des activités de Veolia dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, Les risques liés à la conduite d'activités dans certains pays en dehors de l'Europe occidentale, des Etats-Unis ou du Canada, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia, le risque d'investissement de la Société dans des projets qui pourraient ne pas obtenir les autorisations requises, les risques le risque que les autorités publiques puissent résilier, modifier ou renouveler à des conditions moins favorables certains des contrats conclus avec Veolia, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia espère réaliser, les risques liés aux dispositions usuelles figurant dans les contrats de cession d'activités, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia, le risque que Veolia puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passées, présentes et futures, de même que les risques décrits dans les documents déposés par Veolia auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission. Veolia n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia copie des documents enregistrés par Veolia auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission.